

## Toujours pas rassuré, le BTP compte bien « maintenir la pression »

**SOCIAL.** Près de 500 professionnels du BTP ont manifesté, hier. Malgré les annonces de commandes publiques, ils s'attendent à une année 2019

« désastreuse ».

Une planification des chantiers est demandée.

Des commandes et du concret. Ce sont les mots qui revenaient, hier, au milieu des centaines de casques de chantier qui ont défilé dans les rues de Nouméa. Voilà plusieurs mois, déjà, que les professionnels du BTP échangent, entre eux et avec les institutions, pour éclaircir l'horizon d'un secteur marqué par la fin des grands chantiers et par un ralentissement économique sur plusieurs années. Sans succès, semble-t-il. Après plusieurs rencontres avec le gouvernement, sommé de mettre sur pied un « plan de relance », patronat et syndicats ont marché ensemble entre les institutions.

Gros œuvre ou finitions, importateurs ou distributeurs, architectes ou promoteurs... On comptait près de 500 personnes dans le cortège. « Un premier jet », assure le collectif, qui parle, lui, d'un millier de manifestants. Et qui a assuré, au Congrès et au haussariat, que la mobilisation grossirait en nombre et en force, « si on nous laisse crever ».

Le vocabulaire est volontairement incisif : « On a été direct, parce qu'on parle de survie, d'une crise qui va devenir sociale », lance Josée Laurans-Sanuy. À entendre la présidente du Conseil régional de l'ordre des ar-



Parmi les participants : la FCBPT, le SIDNC, l'ordre des architectes, le Soenc BTP, la Cogetra, la CFE-CGC... Photos Thierry Perron

chitectes, « les entreprises ont déjà dû licencier cette année, et s'attendent à pire en 2019. Les carnets de commandes sont vides : on n'a pas vu ça depuis 1984. »

Mardi, le gouvernement présentait pourtant un chiffrage détaillé de la commande publique pour l'année à venir. 55,5 milliards de francs minimum et près de 80 milliards en comptant les projets privés dont les dossiers ont été « soutenus » par les autorités ou qui découlent d'incitations légales votées au Congrès.

Dans le cortège, certains reconnaissent que ce « travail tardif » fait avancer les choses. Mais la plupart n'y croient simplement pas. « Il y a

trois ans, on nous a annoncé 250 milliards de francs de chantier, on n'a rien vu. Là, on nous ressort certains de ces projets, alors qu'il n'y a même pas d'appels d'offres, s'agace José Aparisi, le président de la Fédération calédonienne du BTP. On ne peut pas marcher sur des montants. On veut des chantiers détaillés, datés au jour près. Une vraie planification. » Une des demandes : un observatoire économique du secteur pour garder à jour le calendrier.

### « AUX ÉLUS DE TROUVER LES SOLUTIONS »

Le président du Congrès assure, de son côté, que le message est passé.

« Il y aura une attention particulière au budget d'investissement 2019 et à ce que les crédits soient affectés à des opérations réalisables dans l'année », précise Gaël Yanno.

Chez les élus, tout le monde insiste sur l'importance de ce secteur qui représente 11 % du PIB. Mais on précise que le maintien des investissements est, en soi, un effort important dans le contexte budgétaire. Emprunter, comme le demandent certains ? Le niveau de la dette est déjà inquiétant. S'appuyer sur l'État pour financer de nouveaux « grands projets » ? « Déjà, il faut que les politiques arrêtent de bloquer des projets pour des raisons politiciennes,acle

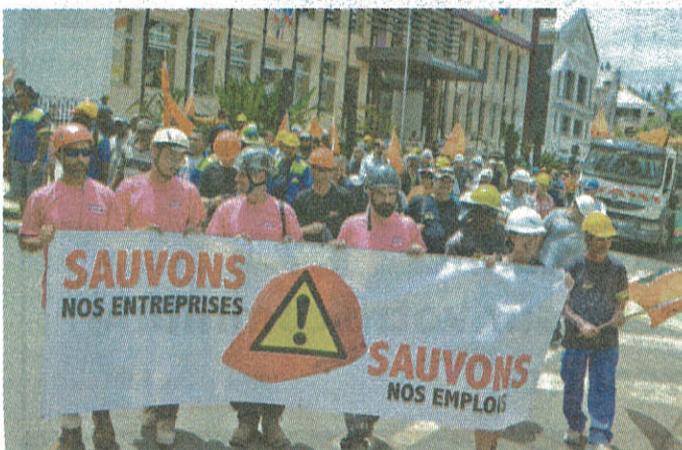
### Les projets à venir

Mardi, le gouvernement a listé les chantiers publics vecteurs d'activité en 2019. On y trouve, notamment, la poursuite de la mise aux normes de l'aérodrome de Magenta, des chantiers du port ou du Néobus, l'aérogare de Koné et de Lifou, l'aménagement du Plexus, la rénovation de Bernheim ou du lycée Escoffier, le pont de la Dumbéa ou la prison du Nord, l'école de police ou le nouveau terminal de croisière... 27 milliards de francs sur l'année auxquels s'ajoutent autant de commande des bailleurs sociaux (770 livraisons de logements en 2019). L'exécutif pointe aussi vers la commande privée de logement et certains « gros projets » : le Hilton Wadra Bay (lire en p. 6), le MK2 Dumbéa, le Beach House de Poum, mais aussi la marina de Nouré, les hypers U ou le Carré Rolland. Les professionnels qui remettent en cause ces projections auront l'occasion d'en discuter : la cellule BTP, réactivée par l'exécutif, doit se réunir aujourd'hui.

Tony Dupré, de la Cogetra. Ils sont tournés vers les élections, jamais vers l'économie et le social. Le référendum, les provinciales... Les gens sont fatigués, ils veulent du concret. » Pour le reste, « A eux de trouver les solutions, lance Josée Laurans-Sanuy. C'est leur boulot. » Le Comité des signataires doit, justement, parler d'économie. « Mais ils vont plutôt s'engueuler sur autre chose, c'est plus pratique », s'agace un menuisier. L'idée est donc de plaider directement la cause du BTP calédonien à Paris. Au haussariat hier, le collectif a demandé à participer à des réunions techniques en marge du Comité de la semaine prochaine.

Charlie René

## « Les politiques n'ont pas pris la mesure de la situation »



Le cortège, parti du gouvernement, s'est rendu au Congrès où il a été reçu par les présidents de groupes, et au haussariat.

La musique a du mal à cacher le manque d'ambiance dans le cortège, hier. « C'est pas la fête, quand on marche avec les patrons, c'est que ça va vraiment mal », note un militant de l'Usocnc, drapeau orange à la main. Si ce sont les « commandes 2019 » qui sont au centre des inquiétudes, beaucoup d'entreprises du BTP ont déjà souffert.

« Il y a deux ans, on avait une quarantaine de boîtes qui avaient un comité d'entreprise, c'est-à-dire plus de 50 salariés, explique Etuiti Vaamei, le secrétaire général du Soenc BTP. Aujourd'hui, c'est entre 5 et 10 et beaucoup de patrons nous disent qu'ils vont encore licencier. » Beaucoup, ef-

fectivement. Mais, compétition et réputation obligent, la plupart des entrepreneurs interrogés affichent « qu'ils s'en sortent moins mal que d'autres » ou « qu'ils ont les reins assez solides ». « C'est classique dans le secteur, personne ne veut dire que ça va mal, sourit le patron d'une société de menuiserie. Mais la réalité, c'est que les boîtes de gros œuvre n'ont plus de travail et que dans le second œuvre, comme nous, ça va arriver d'ici quelques mois. »

### Dégraissage

« On a déjà dégraissé, surtout les CDD, et on va sûrement baisser en effectif en fin d'année, ajoute un

confrère. On ne peut pas garder indéfiniment des équipes sans chantier. Le risque, c'est qu'on perde nos meilleurs salariés, qu'il y ait une perte de compétence. » Alors, quelles solutions ? Côté ouvrier, en queue de cortège, certains rigolent jaune : « Ils veulent des sous du gouvernement ou de l'État, mais eux aussi ils n'en ont plus », lâche Jérémie, salarié depuis trois ans dans une entreprise de gros œuvre. Investissement supplémentaire ou pas, on veut que le problème soit prioritaire : « Les politiques n'ont pas pris la mesure de la situation, reprend Etuiti Vaamei. On va leur faire comprendre. » Rendez-vous est pris en février.